

**Arrêté préfectoral complémentaire n° A6655 du 06 MAI 2026 modifiant les conditions
d'exploitation de la carrière « Les Rouleaux » située sur le territoire des communes
de Mazières-en-Gâtine et Saint-Marc-la-Lande, exploitée par la SA Carrières KLEBER MOREAU
dont le siège social est situé 2 route de Niort à Mazières-en-Gâtine**

Le Préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V et ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le code minier ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code du travail ;

Vu le tableau annexé à l'article R 511-9 du Code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le décret du Président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4535 du 6 juillet 2006 relatif à l'autorisation de poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière sise au lieu-dit « les Rouleaux » sur les communes de Mazières en Gâtine et Saint Marc la Lande ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 6235 du 8 octobre 2020 portant sur l'actualisation du montant des garanties financières de la carrière sise au lieu-dit « les Rouleaux » sur les communes de Mazières en Gâtine et Saint Marc la Lande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu la demande transmise le 21 janvier 2026 de modification des maximums réglementaires des niveaux sonores en limite de site de la carrière « les Rouleaux » ;

Vu le porter à connaissance du 21 janvier 2026 relatif à l'actualisation de la surveillance de présence de fibres d'amiante ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 avril 2026 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 15 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 29 avril 2026 ;

Considérant que cette modification reste conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et permet de respecter les niveaux sonores autorisés en Zones à Émergence Réglementée ;

Considérant que les émergences admissibles au droit des zones à émergence réglementée fixées par l'arrêté préfectoral n° 4535 du 6 juillet 2006 restent inchangées ;

Considérant que la demande vise à adapter les prescriptions relatives à la surveillance de la présence de fibres d'amiante sur la base des mesures effectuées ces dernières années ;

Considérant que les contrôles de conformité seront maintenus selon les prescriptions en vigueur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

L'arrêté préfectoral n° 4535 du 6 juillet 2006 réglementant le fonctionnement de la carrière « Les Rouleaux » située sur les communes de MAZIERES-EN-GATINE et SAINT-MARC-LA-LANDE est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2

Le tableau de l'article 3.4.1 précisant les valeurs admissibles en limite de propriété est remplacé par la prescription suivante :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : 70 dB(A) pour la période de jour (7h-22h) et 60 dB(A) pour la période de nuit (22h-7h).

Article 3

Il est ajouté l'article 3.3.1 à l'arrêté du 6 juillet 2006 précité.

3.3.1 Surveillance de la concentration en fibres d'amiante dans l'atmosphère

3.3.1.1 - Référent amiante

Un « référent amiante » (directeur technique ou un adjoint) est désigné et est présent sur le site pendant les heures de travail.

Il dispose :

- de la compétence nécessaire pour reconnaître les faciès douteux pouvant être trouvés sur l'exploitation,
- de l'autorité et du pouvoir nécessaires pour suspendre l'activité d'exploitation lors de la découverte de minéraux amiantifères afin d'écarter les roches du processus de production.

Pour confirmer son diagnostic, le référent amiante peut faire appel à un géologue. Pendant le délai d'intervention et d'expertise de ce dernier, les matériaux considérés comme douteux ne peuvent pas être mis dans la chaîne de production. Une procédure détermine les actions à entreprendre en cas de découverte de minéraux amiantifères.

3.3.1.2 Surveillance des émissions de fibres dans l'environnement

La valeur limite fixée à l'article R.1334-29 du code de la santé publique est respectée en limite d'exploitation.

Pour les mesures environnementales dans l'air extérieur, l'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité au titre de l'article R.4412-103 du code du travail, une campagne de prélèvements dans l'air en limite d'exploitation, afin de rechercher la présence de fibres d'amiante. L'accréditation devra couvrir la réalisation de prélèvements à poste fixe dans l'air ambiant.

Les points d'implantation des appareils de prélèvement d'air pour la recherche de fibres d'amiante sont les mêmes que ceux retenus pour les campagnes de surveillance effectuées de 2015 à 2017.

Le nombre des points de mesure pourra être augmenté sur demande de l'inspection des installations classées et/ou sur proposition de l'exploitant de modification des points de mesure pour notamment prendre en compte le phasage de l'exploitation des deux fosses d'extraction. L'implantation des points pourra être modifiée en fonction de l'exploitation après en avoir informé l'inspection.

Dans tous les cas, l'exploitant veillera à conserver :

- un point de prélèvement en amont de la carrière par rapport aux vents dominants, afin de connaître le niveau de fibres d'amiante le plus indépendant possible par rapport à la présence de la carrière,
- un point de prélèvement à proximité immédiate du concasseur ou d'un élément de traitement des matériaux le plus émetteur de poussières afin de connaître le niveau de fibres d'amiante le plus important sur le site.

Une campagne de surveillance dans l'air extérieur est réalisée tous les 5 ans (la prochaine campagne est prévue en 2027).

Les résultats de cette campagne sont transmis à l'inspection et à monsieur le Préfet, dans un délai

n'excédant pas un mois après la campagne de prélèvement.

3.3.1.3 - Plan de repérage

L'exploitant fait réaliser par un géologue un plan de repérage consistant à établir une carte géologique détaillée de l'exploitation avec une caractérisation pétrographique et minéralogique des roches et des structures susceptibles de contenir des serpentines et/ou des amphiboles fibreuses potentiellement asbestiformes. Ce plan fait office de plan de repérage au sens de l'article R.4412-97 du code du travail.

Des prélèvements de fragments de roches à fin d'analyses pétrographiques sont réalisés lors de l'établissement du plan de repérage et de ses mises à jour successives.

Ce plan de repérage est mis à jour tous les 5 ans sur les deux fosses. La prochaine mise à jour est prévue en 2027.

Ce plan de repérage est transmis à l'inspection et à monsieur le Préfet.

3.3.1.4 - Suivi de la production

L'exploitant fait réaliser par un laboratoire accrédité, deux fois par an, des analyses de recherches de fibres d'amiantes sur une gamme représentative des matériaux produits (par microscopie optique à lumière polarisée (MOLP) et/ou microscopie électronique à transmission analytique (META)), et/ou autres méthodes normalisées équivalentes.

3.3.1.5 - Bilan quinquennal

L'exploitant réalise tous les 5 ans un bilan des campagnes de mesures accompagné des commentaires adaptés. Il l'adresse au préfet.

3.3.1.6 – Découverte de fibres d'amiante

En cas de dépassement de la valeur limite fixée à l'article R.1334-29 du code de la santé publique, l'exploitation est arrêtée et les mesures de réduction du niveau de fibres d'amiante sont engagées avant le redémarrage.

L'inspection des installations classées est immédiatement informée.

Une campagne supplémentaire de mesures est réalisée pour vérifier l'efficacité des actions correctives engagées.

Article 4 :

Le tableau de l'article 1.12 « Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection » est complété par :

Article	Objet	Périodicité
3.3.1.2	Surveillance des émissions de fibres – Surveillance d'ambiance	2027 puis tous les 5 ans
3.3.1.3	Plan de repérage	2027 puis tous les 5 ans
3.3.1.5	Bilan quinquennal	2027 puis tous les 5 ans

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Mazières-en-Gâtine et Saint-Marc-la-Lande et peut y être consultée ;

2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ;

3°) le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture ;

4°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Parthenay, le directeur régional de l'emploi, de l'aménagement et du logement, les maires de Mazières-en-Gâtine et Saint-Marc-la-Lande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société KLEBER MOREAU.

NIORT, le 06 MAI 2026
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,


Patrick VAUTIER

